

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HIRSCH France

ZI de Leveau - 1602
38200 Vienne

Références : 2025-Is057TN2

Code AIOT : 0006103240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement HIRSCH France implanté ZI de Leveau 1602 38200 Vienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH France
- ZI de Leveau 1602 38200 Vienne
- Code AIOT : 0006103240
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site visé par le présent rapport est une usine de production de polystyrène expansé de la société Hirsch France qui compte 4 autres sites de production. Près de 25 personnes travaillent sur le site de Vienne dont la production s'élevait à 208 000 m3 lors de la saison 2024/2025

Le polystyrène expansé produit est destiné à des usages en construction, principalement dans le bâtiment comme isolant ou dans les travaux publics comme remblais spéciaux.

Le site est réglementé par différents arrêtés parmi lesquels :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du n°2000.4476 du 28 juin 2000,
- l'arrêté préfectoral du 11/03/2024 actualisant le tableau d'activités de l'installation,
- l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,
- l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Le site est désormais soumis au régime de l'enregistrement mais bénéficie de la procédure d'autorisation environnementale.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection qui prévoit une fréquence annuelle de contrôle pour ce site qui est considéré comme prioritaire national compte tenu du dépassement de seuils sur les rejets dans l'atmosphère.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite action nationale sur les GPI	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suite PPC 2024 : plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article III de l'article 6	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Demande d'action corrective	4 mois
12	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.8	Demande d'action corrective	3 mois
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5 Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 2.4	Demande d'action corrective	2 et 4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative	11/04/2024, article 1	
4	Suites PPC 2024 : Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.3.16	Sans objet
5	Suites PPC 2024 : matériel électrique et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.6	Sans objet
6	Suites PPC 2024 : Légionelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1	Sans objet
8	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.10	Sans objet
11	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des éléments de réponses aux demandes d'action corrective adressées lors de la dernière visite d'inspection qui sont globalement satisfaisants mais qui nécessitent d'être complétés dans deux cas (précision à apporter sur le plan des réseaux et éléments publiés sur le site de la société au sujet de la prévention des granulés plastiques industriels à corriger).

Des non-conformités ont été constatées sur la liste des équipements sous pressions de l'installation qui doit être mise en place bien que la liste des contrôles réglementaires soit satisfaisante. Le contrôle du rejet atmosphérique de la chaudière de l'installation doit être renouvelé.

Le site est a priori à l'origine de nuisances d'odeurs et de bruits. L'inspection adresse donc des demandes d'actions à l'exploitant pour améliorer la situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2024, article 1				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Le tableau d'activité de l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-04-22 du 27 avril 2023 est remplacé par le tableau ci-dessous :				
N° rubrique	Désignation	de	Capacité	de Régime

	l'activité	l'installation	
2661.1.b)	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : 2. Supérieure ou égale à 10 t/ j mais inférieure à 70 t/ j (E) 	<p>Unité PSE La capacité de production des installations d'expansion, de moulage, de découpe et de traitement par extrusion des poussières est de 25 t/j</p>	E
2661.2.a)	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Par tout procédé exclusivement mécanique 	<p>Transformation mécanique du polystyrène expansé La capacité de broyage/déchiquetage et d'usinage du PSE est de maximum 25 t/j</p>	E

	(sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t/ j (E)		
2663.1.a)	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 2 000 m ³ (E)	Stockage des produits plastiques Le volume de produits finis plastique présent sur site est de : - 3000 m ³ de plaques de polystyrène expansé, - 5000 m ³ de blocs de PSE, - 3600 m ³ de matières pré-expansées ou broyées, Soit un volume total de 11 600 m³ (maximum, 15 000 m³)	E
2662.2	Polymères (matières plastiques,	Le volume de produits finis	D

	<p>caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (D)</p>	<p>plastique présent sur le site est de : - 660 m³ (ou 396 t) de billes de polystyrène expansible, - 20 m³ de film polyéthylène Soit un volume total de 680 m³</p>	
2714.2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ (D)</p>	<p>Le volume maximal de déchets de polystyrène expansé présent dans l'installation est de 950 m³</p>	D
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770,2771,2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la</p>	<p>Installation ds de combustion Puissance chaudière (production de vapeur d'eau) : 4.72 MW</p>	DC

	<p>combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>1. Lorsque sont consommés exclusivement , seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du</p>		
--	--	--	--

	<p>biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>		
2921.1.b)	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p>	<p>Tour aéroréfrigérante L'installation est constituée d'une tour aéroréfrigérante d'une puissance de 1279 kW</p>	DC

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : 2. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC) 		
4718.2.b)	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement</p>	<p>La capacité totale de stockage de la citerne ne dépasse pas 32 tonnes.</p>	DC

	<p>présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour les autres installations : 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC) <p>(*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre de la rubrique 4718</p>		
--	--	--	--

Constats :

L'inspection a vérifié le respect des seuils associés aux différentes rubriques ICPE dont relèvent les activités de l'installation.

L'activité de transformation de polymère de l'installation se répartit entre des lignes de production de blocs de polystyrène et des lignes de découpe de polystyrène aboutissant aux produits finis.

La production de blocs de polystyrène (classée sous la rubrique 2661.1) repose sur la transformation de billes expansibles contenant du pentane. Ces dernières sont injectées dans des expanseurs, qui donnent des billes augmentées qui suivent une étape de maturation dans des silos. Après cette maturation, les billes expansées subissent une étape de moulage qui donne des blocs de polystyrènes ou alors elles subissent une repasse dans un expanseur.

Les blocs sont par la suite découpés sur trois lignes afin d'aboutir au produit fini qui est expédié (classée sous la rubrique 2661.2).

Ces deux activités sont limitées à 25 t/j par l'arrêté d'autorisation, l'exploitant a présenté un bilan du suivi de ses volumes de production au quotidien d'avril 2023 à mars 2025, elle a été au maximum de 1107,94 m³ en avril 2024 alors que la densité moyenne des produits est de 15 kg/m³ ce qui donne une production maximale de 16,62 t/j au cours de cette période. Les seuils de

l'arrêté ont donc été respectés.

L'exploitant a précisé que l'usine fonctionne actuellement en 2x7h et 5 jours sur 7, elle a fonctionné 234 jours entre avril 2024 et mars 2025. La capacité maximale de production du site serait limitée par les lignes de découpe (maximum de 1500 m³/j, soit 22,5 t/j) et ces dernières années la production maximale de l'installation a eu lieu en 2019 avec un pic de production de 349 235 m³ en 2019 soit 22,3 t/j. L'exploitant n'est pas susceptible de dépasser les seuils de production de 25 t/j définis par son arrêté d'autorisation.

L'activité d'entreposage classée sous la rubrique 2663.1.a) renvoie à l'entreposage des matières expansées ou pré-expansées (billes en cours de maturation). Elle renvoie donc à l'entreposage des produits semi-finis (blocs de PSE avant l'étape de découpe), aux produits finis, aux chutes de production et aux billes pré-expansées utilisées dans le process de production. Les matières premières sont exclues et relèvent de la rubrique 2662.2 encadrant l'entreposage des polymères. Les blocs de PSE sont entreposés dans le bâtiment de production, les produits finis en extérieur et les chutes de production, issues de la découpe, sont broyées et stockées dans un silo extérieur qui réalimente les expanseurs.

L'exploitant dispose d'un SAP mis à jour au quotidien. Il a immédiatement accès aux volumes de produits finis et semi-finis mais ces deniers ne tiennent pas compte des mouvements ayant lieu dans la journée, il connaît donc les volumes de la veille. Le 25 août 2025, le volume de blocs entreposés était de 3 411 m³, celui de produits finis de 1 878 m³ et celui de billes expansées de 1 243 m³. Le silo a une capacité de 300 m³ et contient couramment de 50 à 100 m³ de polystyrène. Les seuils de l'arrêté sont respectés.

L'entreposage de matière première se fait dans le bâtiment de production, les billes expansibles sont stockées sur des racks dans des récipients octogonaux en carton, des « octabins », d'une capacité unitaire d'environ 1 tonne. La quantité de matière première était de 258,7 tonnes le 25 août, soit 398 m³ (densité de 620 kg/m³). La capacité maximale d'entreposage est de 350 m³ d'après l'exploitant. L'inspection n'a pas interrogé l'exploitant sur la quantité de film polyéthylène entreposé, limitée à 20 m³, compte tenu de l'écart avec le volume de polymère entreposable autorisé par l'arrêté, le seuil de 680 m³ paraît respecté.

Le suivi des déchets de polystyrène recyclé est réalisé mensuellement compte tenu des faibles volumes et ne passe pas par le SAP. La quantité présente sur site est d'environ 3 tonnes, l'exploitant ne connaît pas la quantité exacte présente sur site mais a pu l'estimer immédiatement à partir des chiffres de réception et de consommation. Le seuil de 950 m³, équivalent à 14 tonnes est respecté. Les déchets réceptionnés sont incorporés dans les expanseurs dans le process jusqu'à une certaine proportion. Ces derniers ne contiennent plus de pentane et ne peuvent pas être expansé, leur incorporation se fait donc de manière calculée pour ne pas nuire aux performances des produits.

Concernant la TAR, l'exploitant a présenté le bon de commande et la plaque de cette dernière, le bon indique une puissance de 1289 kW mais les références mentionnées sur le bon et sur la TAR diffèrent. L'écart de 10 kW avec le seuil défini par l'arrêté est sans conséquence sur le régime de la TAR mais ce dernier doit être confirmé car l'appareil en place pourrait différer de celui présenté dans la documentation technique de l'exploitant (qui se limitait au bon de commande présentait le jour de l'inspection, c'est principalement un prestataire extérieur qui suit la TAR).

Concernant l'installation de combustion, l'exploitant a présenté la documentation relative à cette

dernière qui sert notamment à la production de vapeur nécessaire au fonctionnement des expandeurs et mouleuses ; la puissance présentée est cohérente avec celle de l'arrêt.

Enfin, concernant l'activité de stockage de GPL, la citerne de 32 tonnes (73 000 litres stockés sous pression) est toujours en place mais vide. L'exploitant pourrait être amené à la démanteler mais ne l'envisage pas encore en raison des incertitudes planant sur le marché de l'énergie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite action nationale sur les GPI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

Thème(s) : Autre, Suite action nationale sur les GPI

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constat lors de la visite du 11/06/2024 :

L'inspection a pu constater l'affichage d'une attestation de conformité relative à la prévention des pertes de GPI sur le site de la société exploitant le site de Hirsch situé à Vienne :

<https://hirschisolation.fr/wp-content/uploads/2024/01/Attestation-conformite-Audit-prevention-des-pertes-de-GPI-HIRSCH-France-Vienne.pdf>

En revanche l'inspection n'a pas retrouvé les conclusions du rapport d'audit sur le site de la société. Ces dernières font état d'une "Usine très propre" et aucune non-conformité au décret n°2021-461 du 16 avril 2021 n'est pointée dans ce rapport.

Demande d'action corrective :

L'exploitant devra faire publier les conclusions du rapport d'audit relatif à la prévention des pertes

de GPI sur le site internet de sa société.
Constats : L'inspection a constaté que le site internet de la société n'affichait toujours pas les conclusions des rapports d'audit mais uniquement les attestations. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il avait omis cette demande d'action corrective, il a contacté son service marketing le 6 août 2025 pour qu'elle soit menée à bien.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection note la réaction de l'exploitant et lui ré-adresse sa demande d'action corrective, il devra faire publier les conclusions du rapport d'audit relatif à la prévention des pertes de GPI sur le site internet de sa société dans un délai de 3 mois, ce délai dépassé il sera mis en demeure de réaliser cette action.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite PPC 2024 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 15 avril 2010 1. 1. Plan des réseaux Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Arrêté Préfectoral du 28/06/2000 4.3.2. - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Constats lors de la visite du 11 juin 2024 : L'exploitant a présenté à l'inspection deux plans des réseaux incomplets et incohérents, le plus

récent daté de 1999. Ce dernier présente le réseau des eaux pluviales et un certain nombres d'éléments (regards, séparateur hydrocarbures bassins) mais il n'est pas à jour.

L'inspection a par exemple constaté sur site la présence de « puits incendies » : en ouvrant l'un d'eux l'inspection a constaté qu'il était bouché mais qu'une canalisation y aboutissait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan des réseaux devra être mis à jour dans un délai de 6 mois.

Le contenu de ce dernier devra répondre aux prescriptions susmentionnées.

Le plan des réseaux devra en particulier faire apparaître le réseau d'alimentation en potable, les réseaux de rejet des eaux industrielles (eaux de purges de la chaudière et de la TAR) des eaux sanitaires et des eaux pluviales.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel un plan des réseaux du site à jour le 4/02/2025. Ce dernier est satisfaisant, on y retrouve le réseau d'alimentation d'eau potable, les rejets du site, les regards etc...

Il faut cependant noter que les eaux de purges de la chaudière et de la tour aéroréfrigérante sont évacuées via le réseau d'eau pluvial. Le bassin récolte également les eaux de voiries et est équipé d'un séparateur hydrocarbure, il se vide dans le réseau d'eau usées de la ville.

La purge de la TAR se fait manuellement, celle de la chaudière est automatique mais l'exploitant a confirmé qu'il était bien en mesure de réaliser des analyses des effluents avant leur rejet dans le réseau d'eaux pluviales de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan devra mentionner la collecte d'effluents industriels en plus de celles d'eaux pluviales au niveau de la TAR et de la chaudière. L'exploitant apportera cette modification dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suites PPC 2024 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.3.16

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison-des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosive ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

Constats du 11 juin 2024 :

L'exploitant a indiqué à l'inspection la présence de zones à risque incendie dans le périmètre de l'installation à partir d'un plan. Il est interdit de fumer sur l'ensemble du site à l'exception d'une zone dédiée, éloignée des zones à risques. L'inspection a constaté qu'une zone ATEX était signalée sur le site au sein d'une machine.

L'inspection n'a pas constaté le signallement de l'ensemble des zones incendies sur le site.

Des détecteurs de pentane sont présents sur le site mais l'inspection n'a pas constaté le signallement d'une zone à risque explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra représenter sur un plan les zones à risques qu'il recense et mettre en cohérence la signalisation de ces risques sur le site.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan présentant les zones à risque recensées dans l'installation, qui sont des zones à risque incendie et des zones ATEX. Le plan est cohérent (le risque incendie est particulièrement présent dans le bâtiment de production où se situent les machines de découpe, du matériel électrique et les blocs de PSE qui sont combustibles). Le plan est également cohérent avec les zones ATEX recensées au niveau des différentes machines comme les expulseurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites PPC 2024 : matériel électrique et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique et de sécurité

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixées par l'arrêté du 20 septembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Constats du 11 juin 2024 :

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport annuel de vérification des installations électriques. Ce dernier est réalisé en application de l'article R.4226-16 du code du travail (l'arrêté du 20 septembre 1988 est abrogé). Ce rapport fait état de 18 observations dont 14 déjà signalées.

L'exploitant a également transmis un rapport relatif à un contrôle par thermographie infrarouge de certains équipements daté du 07/06/2024. 6 anomalies y sont pointées avec des préconisations d'action. Deux d'entre elles sont des anomalies qui avaient déjà été détectées; aucune anomalie nécessitant une action immédiate n'a été détectée lors de ce contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en œuvre les préconisations qui lui ont été adressées dans les deux rapports transmis à l'inspection, suivant les délais suivants :

- Deux mois pour les actions préconisées à la fiche n°4 du rapport du 07/06/2024,
- D'ici un an dans les autres cas.

Constats :

L'exploitant a présenté ses éléments de réponse par courriel du 10/09/2024.

Le dernier rapport de vérification du matériel électrique fait état de 9 anomalies contre 18 recensées dans le rapport de 2023, ce qui constitue une réduction de la moitié des anomalies et l'exploitant a également mis en œuvre les préconisations adressées à l'issue du contrôle thermographique du 7 juin 2024 (remplacement d'un câble, photos transmises dans le courriel).

Les 18 anomalies identifiées en 2023 ont toutes été résorbées, vu les extraits de rapport d'inspection des installations électriques du 7 juin 2024 et du 6 juin 2023 présentés par l'exploitant.

L'exploitant continue de faire réaliser le contrôle du matériel électrique, celui de 2025 a été réalisé le jour même de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suites PPC 2024 : Légionelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

3.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne

impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

L'exploitant a défini une liste de personnes désignées ayant une connaissance de la conduite de la tour aéroréfrigérante (TAR), des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Elle vise une personne référente au sein de l'établissement et une personne extérieure chargée d'intervenir sur la TAR. L'exploitant a indiqué à l'inspection que seule cette personne extérieure à l'établissement intervient directement sur la TAR du site.

L'inspection a constaté l'affichage des personnes autorisées à intervenir sur la TAR et désignées par le chef d'établissement sur cette la TAR.

L'exploitant a transmis l'ensemble des attestations de formations à l'inspection des personnes susceptibles d'intervenir sur la TAR :

- Le chef d'établissement,
- Une personne référente au sein de l'établissement,
- La personne extérieure chargée d'intervenir sur la TAR et d'effectuer les prélèvements.

Elles sont datées de 2022 et de 2024, ces dernières doivent être renouvelées tous les 5 ans.

Le plan de formation (voir dernier alinéa du 3.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013) n'a pas été présenté à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en forme un plan de formation, tel qu'il est prescrit au dernier alinéa de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Constats :

L'exploitant a établi un plan de formation conforme qu'il a transmis à l'inspection par courriel du 12 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article III de l'article 6

Thème(s) : Autre, Liste des ESP

Prescription contrôlée :

III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

Constats :

L'exploitant a présenté une liste des contrôles réglementaires, qui comprend notamment celui des équipements sous pression de l'établissement. Elle recense les différents équipements sous pressions et les différents contrôle qui leur sont associés. Ainsi, trois lignes sont associées au générateur de vapeur BWR 70A qui est soumis aux inspections périodiques, aux requalifications, aux essais de fonctionnement. Le tableau précise les dates des derniers contrôles réalisées et leur prochaine échéance.

La liste comprend également des éléments sur l'ancienne chaudière qui servait à la production de vapeur.

La liste ne précise pas le type des équipements et les informations mettant en évidence la surveillance associée à ces derniers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant élaborera une liste spécifique des ESP de son installation précisant bien le type de ces derniers et les informations mettant en évidence la surveillance associée à ces derniers, en plus des informations déjà présentées dans la liste des contrôles réglementaires.
Il complètera dans un délai de 3 mois le modèle que lui transmettra l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Autre, ESP : inspection périodique

Prescription contrôlée :

- L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.

Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

Constats :

L'inspection a examiné le rapport d'inspection périodique et le rapport de contrôle de mise en service du générateur de vapeur de numéro de fabrication 18 524.

L'inspection périodique a été réalisée le 16/09/2024 et le contrôle de mise en service le 21/08/2025. Le contrôle de mise en service a été réalisé de manière volontaire à la suite du remplacement à l'identique du corps de chauffe, le résultat du contrôle est satisfaisant.

L'inspection périodique, qui doit être réalisée suivant une fréquence de deux ans, indique également que le résultat de l'inspection réalisée est satisfaisant.

L'inspection a examiné la chaudière et un réservoir de vapeur adjacent ; des calorifuges sont en place et la pression de fonctionnement de la chaudière est normalement comprise entre 8 et 9 bars alors qu'un limiteur de pression est en place avec une pression seuil fixée à 9,9 bars.

Les dispositifs de sécurité fonctionnent normalement vu le rapport de contrôle périodique réalisé par un organisme extérieur, aucun des contrôles réalisés sur les équipements de sécurité de la chaudière n'a suscité de commentaires.

A noter que le jour de l'inspection, une chaudière de remplacement était en place, le temps que la chaudière subisse des réparations (tubes de fumées). Son redémarrage est prévu pour la fin du mois de septembre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE de la chaudière
Prescription contrôlée : 6.2.4. Valeurs limites d'émission (installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe) Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux. II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et : <ul style="list-style-type: none">- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW déclarées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2030 ;- nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté (*).

	Puissance P (MW)	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)
Biomasse solide	P < 5	200	500	50	250
	5 ≤ P < 10		300 (7)	30 (2)	
	10 ≤ P				
Autres combustibles solides	P < 5	400 (3)	500 (4)	50	200
	5 ≤ P < 10		300 (4)	30 (2)	
	10 ≤ P				
Fioul domestique	P < 5	-	150	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Autres combustibles liquides	P < 5	350	300 (4)	50	100
	5 ≤ P < 10			20 (1)	
	10 ≤ P		300 (5) (6)		
Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	100	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Gaz de pétrole liquéfiés	P < 5	5	150	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)
(1)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 30
(2)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 50
(3)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	SO ₂ : 1 100
(4)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	NO _x : 550
(5)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018 et dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NO _x : 550
(6)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	NO _x : 450
(7)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	NO _x : 500

(*) Annexe II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES

VII. - Les valeurs limites fixées à l'annexe I du présent arrêté s'appliquent aux installations existantes dans les conditions précisées aux points 6.2.4 à 6.2.6 de l'annexe I du présent arrêté.

Toutefois, **les dispositions des points 6.2.4 à 6.2.6 de l'annexe I du présent arrêté, applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (corps de chauffe + brûleur) ou d'extension de l'installation.**

Constats :

La chaudière est soumise au respect des valeurs limites définies au II l'article 6.2.4, de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, la chaudière ayant été remplacée courant 2021, le combustible employé étant du gaz naturel ou du GPL et la puissance étant comprise entre 2 et 5 MW. Il faut noter que les valeurs limites applicables aux installations « nouvelles » (déclarées après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel) sont applicables à la chaudière puisque celle-ci a été remplacée en 2021.

L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport relatif à la surveillance du rejet de la chaudière du site daté du 10 octobre 2021.

La valeur moyenne en concentration sur gaz sec à 3 % d'O₂ mesurée pour les NOx était de 66,83 mg/Nm³ et de 1,34 mg/Nm³ pour le SO₂, les valeurs maximales mesurées étaient respectivement de 67,66 mg/Nm³ et de 1,66 mg/Nm³.

Le rapport présente également des résultats sur les poussières (0,32 mg/Nm³) et le CO (moyenne de 7,70 mg/Nm³) bien que leur suivi ne soit pas prescrit, l'arrêté ministériel exclut explicitement la mesure des poussières lorsque seuls des combustibles gazeux sont employés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fréquence de surveillance du rejet atmosphérique de la chaudière est de trois ans vu le point 6.3.1 de l'arrêté ministériel. L'exploitant planifiera donc une surveillance de son rejet dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.10

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE des expanseurs

Prescription contrôlée :

3.1.10 Valeurs limites et conditions de rejet

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 3.1.11.

- a/ Poussières : les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 50 mg/Nm³ de poussières.
- b/ Composés organiques volatils hors méthane (hydrocarbures, solvants,...) : les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de composés organiques volatils (en équivalent méthane). En 2005 cette valeur sera abaissée à 100 mg/Nm³, exprimée en carbone total. Le flux total des COV émis sera alors inférieur à 15 kg/h.

- 21 -

- c/ Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une surveillance des rejets atmosphériques des expandeurs en juillet 2024, elle a porté sur les poussières dont la VLE est fixée à 50 mg/Nm³.

La surveillance réalisée en 2024 conclut au respect de la valeur limite d'émission relative aux poussières (3,72 mg/Nm³ au maximum pour l'expandeur n°3).

L'arrêté d'autorisation prescrit également une surveillance des COV, la VLE en concentration est fixée à 100 mg/Nm³ et une valeur limite de flux est fixée à 15 kg/h, mais ce paramètre n'a pas été surveillé en 2024.

Les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998, notamment le point 32 de l'article 30 prévoit dans le cas des installations de fabrication de polystyrène expansé soumises à autorisation que ces dernières ne se voient pas appliquer les VLE relatives aux COV qui sont définies à l'article 27, cette disposition est remplacée par la mise en œuvre de dispositions visant la réduction des émissions de COV.

Ces dispositions ne sont plus applicables à l'installation qui a fait l'objet d'une procédure d'autorisation mais qui est aujourd'hui soumise au régime de l'enregistrement. Les COV devraient par conséquent faire l'objet d'une surveillance telle que prescrite par l'arrêté préfectoral de l'installation et les dispositions visant la réduction des émissions de COV définies dans l'arrêté préfectoral restent en vigueur (recyclage de polystyrène, incorporation des chutes dans le process).

Comme indiqué au constat d'après, l'exploitant déclare annuellement ses émissions de COV suivant une méthodologie nationale de la profession des fabricants de polystyrène, basée sur des données du CITEPA. Cette dernière montre que les émissions de COV sont surveillées, suivant une logique d'émissions diffuses plutôt que canalisées.

Type de suites proposées : sans suites

N° 11 : Déclaration des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 63

Thème(s) : Autre, Déclaration des émissions polluantes

Prescription contrôlée :

Les substances visées aux articles 61 et 62 du présent arrêté font l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé

Constats :

L'inspection a pris connaissance de la déclaration de l'exploitant concernant ses émissions de COV sur l'année 2024.

Elle est réalisée suivant une méthodologie propre aux industriels du secteur de la fabrication de polystyrène expansé. A partir des données des fiches de sécurité des billes expansibles (renseignant le taux de pentane dans les billes) et des données du CITEPA sur la décomposition naturelle du pentane dans le temps et le taux de pentane restant dans les produits, l'exploitant peut déterminer le taux de pentane émis sur son site en fonction de ses différentes matières premières.

118,01 tonnes de pentane ont ainsi été émises sur le site en 2024.

Diverses actions permettent de diminuer ces émissions ; l'exploitant favorise notamment des matières premières contenant peu de pentane, 72,57 % des matières premières entrantes contenaient moins de 4 % de pentane et le taux moyen de pentane contenu dans les matières premières était de 3,70 % en 2024. Les résultats de ce taux étaient en 2018 : 3,94% , en 2017 : 3,95 % et en 2016 : 3,78 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2000, article 3.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, Captage et rejets à l'atmosphère

Prescription contrôlée :

3.1.8 Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Les dispositifs de rejet à l'atmosphère après épuration des gaz collectés, devront permettre les analyses des gaz rejetés.

Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois,...).

Les odeurs produites au cours des opérations de transformation sont captées par un dispositif spécial, capable de les retenir autant que possible et d'empêcher leur diffusion dans le voisinage.

3.1.9 Les locaux seront largement ventilés au besoin à l'aide d'un dispositif mécanique de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive. La concentration en COV dans l'air doit être inférieure au quart de la LIE.

Constats :

L'inspection a été alertée au sujet de nuisances d'odeurs qui proviendraient du site.

Le plaignant s'est entretenu avec l'inspection fin juillet 2025 et a adressé un courrier à l'exploitant. Il a également adressé un courriel à l'inspection pour préciser que les nuisances olfactives sont persistantes et se répètent. La semaine du 07/07, plusieurs nuisances ont été détectées par le plaignant :

07/07 à 19h ; 10/07 à 6h ; 11/07 à 6h

Le plaignant suspecte que les odeurs soient liées à l'évacuation de styrène.

La visite de l'installation n'a pas mis en évidence d'éléments inhabituels sur le site qui constitueraient une source de nuisance odorante « inhabituelle » au vu des conditions de fonctionnement de l'installation.

L'installation fonctionnait normalement lors de la visite, les expanseurs et les lignes de découpe fonctionnaient. Une odeur de pentane est globalement présente dans le bâtiment de production mais aussi à l'extérieur de l'installation.

Cela doit s'expliquer par l'émanation du pentane qui intervient tout au long du process de production des blocs de PSE. Le document du CITEPA montre par exemple qu'une matière première contenant 6,1 % de pentane émet 2 % de pentane lors de son expansion pour n'en contenir plus que 4,1 % à l'issue de cette phase.

45 % des émissions ont a priori lieu lors de l'expansion, qui est une étape qui se fait sous capot et les expanseurs sont munis de points de rejet en toiture, équipés pour être analysés dans le bâtiment. 34 % des émissions ont lieu lors de la maturation des billes dans les silos situés en intérieur, 12 % lors du moulage dans le bâtiment de production et 9 % lors de l'entreposage des blocs (qui se fait en intérieur).

L'inspection a fait remarquer l'ouverture d'une porte du bâtiment de production à l'exploitant, compte tenu du fait qu'elle peut favoriser la dispersion des odeurs mais ce dernier lui a expliqué que cette dernière permettait la ventilation du bâtiment (le pentane est susceptible de créer une atmosphère explosive, la ventilation en partie basse permet son évacuation et est réglementairement imposée). Cet argument n'est pas recevable : le bâtiment doit disposer d'un système de ventilation dédié et perenne.

Les étapes du process qui sont émettrices de pentane se font en intérieur et l'étape la plus émettrice est équipée de points de rejets.

Il faut noter que l'activité de production de polystyrène expansée est une activité pour laquelle la canalisation des émissions n'est pas systématique, la captation et la canalisation des émissions est

techniquement difficile selon l'exploitant et il existe des contraintes de ventilation des bâtiments visant à prévenir des risques industriels et à protéger les travailleurs. La canalisation des émissions pourrait être plus aisée sur certaines étapes du process que d'autres (sur l'étape de moulage par exemple), mais sans dispositif de traitement des gaz efficace cette opération ne présenterait peut-être aucune amélioration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définira un plan d'action visant la réduction des nuisances d'odeurs dans un délai de 3 mois.

Il recensera les sources de nuisances odorantes (il identifiera notamment si certaines sources émettent du styrène), identifiera les solutions qu'il peut mettre en place et établira un plan d'actions avec des échéances associées à ces solutions qu'il transmettra à l'inspection dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Demande d'action, 3 mois.

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Etude de bruit

Prescription contrôlée :

Article 5 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997

La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

Articles 2.1 à 2.5 de l'arrêté d'autorisation du 28/06/2000

2.1 - Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23.01.97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables.

2.2 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage seront conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

2.3 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.4 - Niveaux de bruits limites (en dB (A))

Les niveaux limites de bruits sont fixés dans le tableau ci-après

Période	Niveau limite admissible en limite de propriété	Emergence admissible dans les zones à émergence réglementée
Jour : 7h - 22 h	65 dB(A)	5 dB(A)
Nuit : 22h - 7 h Dimanches et jours fériés	55 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

L'inspection a également été alertée au sujet de nuisances sonores qui proviendraient du site. Le plaignant a précisé dans son courriel adressé à l'inspection le 20/07/2025 que le site fonctionne également de nuit depuis 2025 et que cela entraîne une gêne sonore importante qui empêche de dormir les fenêtres ouvertes alors que cette nuisance n'était pas relevée auparavant par le plaignant lorsqu'il a acheté sa maison en 2022.

L'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'un épisode de nuisance ponctuel était intervenu sur le site un week-end, une sirène a été déclenchée et a sonné jusqu'au retour du personnel sur le site.

Il apparaît que la nuisance n'est pas temporaire mais permanente d'après le plaignant avec qui l'inspection a échangé. Après avoir fait un tour de l'installation, il apparaît que le silo utilisé pour l'entreposage du polystyrène qui se situe en bordure de site est émetteur de bruit et son fonctionnement est diurne, il ne fonctionne pas la nuit. Il apparaît aussi qu'un des rejets situé à proximité du silo pré-mentionné, constitue une source de bruit.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une campagne de mesure de bruit serait prochainement réalisée comme l'exige la réglementation. L'exploitant a présenté le positionnement des points de

mesure, un point sera éventuellement ajouté en limite de propriété du côté de la maison du plaignant.

Le bon de commande a été présenté à l'inspection, le prestataire effectuera les mesures de bruit le 2 septembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection renvoie l'exploitant vers la notion de ZER définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 qui définit ces dernières de la manière suivante :

- zones à émergence réglementée :
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, **existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation** et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et **publiés à la date de l'arrêté d'autorisation** ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Dans le cas d'un établissement existant au 1er juillet 1997 et faisant l'objet d'une modification autorisée, la date à prendre en considération pour la détermination des zones à émergence réglementée est celle de l'arrêté autorisant la première modification intervenant après le 1er juillet 1997.

La maison du plaignant constitue une ZER, les valeurs limites en émergence doivent y être respectés.

L'exploitant devra établir le respect de ces niveaux d'émergence chez le plaignant, en période diurne et nocturne, **en veillant à faire mesurer le bruit résiduel, toutes installations à l'arrêt**, et cela dans un délai de 2 mois.

Si les niveaux d'émergence ne s'avèrent pas respectés, l'exploitant établira et transmettra un plan d'action visant la réduction des nuisances sonores dans un délai de deux mois à compter de la réception des résultats de mesure.

Type de suites proposées : demande d'action – délai 2 mois et 4 mois sous réserve.